

(1)

( N° 190. )

---

# Chambre des Représentants.

---

SEANCE DU 24 MARS 1920.

---

## Projet de loi relevant les traitements des membres des députations permanentes et des greffiers provinciaux (1).

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2) PAR M. GOLENVAUX.

---

MESSIEURS,

L'organisation provinciale est une des colonnes de l'édifice de nos institutions. Rien d'étonnant que parmi les rouages de plus en plus compliqués de notre système politique, l'administration de nos provinces ait pris une extension que le législateur d'autrefois n'a pu prévoir.

Il serait souverainement injuste de ne point tenir compte de cette progression dans l'attribution de la juste rémunération due aux bons citoyens et aux dévoués fonctionnaires sur les épaules desquels repose la direction de cette branche importante de notre organisation nationale.

Le projet de loi soumis à vos délibérations est inspiré par un sentiment de justice; il vient à son heure, au moment où l'on exige de ceux qui dirigent les destinées administratives de nos provinces, un surcroît d'activité et dévouement, au moment où la cherté de la vie impose à tous ceux qui consacrent à la chose publique des sacrifices qu'il serait injuste de ne point reconnaître équitablement.

Les sections de la Chambre ont unanimement estimé que les allocations dues aux conseillers Provinciaux et les traitements des députés permanents et greffiers provinciaux devaient être sensiblement augmentés.

\* \* \*

Le projet de loi déposé le 15 janvier par le Gouvernement mettait en rapport les augmentations des jetons et du traitement des députés et greffiers avec celles reconnues nécessaires pour rémunérer justement les fonction-

---

(1) Projet de loi, n° 43.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynek, était composée de MM. Golenvaux, Falony, Vaudemeulebroucke, De Bruycker, De Bruyne et Verachtert.

naires des différentes branches de l'administration. Depuis lors celles-ci ont été notablement améliorées.

M. le Ministre de l'Intérieur, au cours de l'examen du projet en Section Centrale, nous a prié de surseoir à l'étude des propositions soumises à la décision de la Chambre, jusqu'au moment où le règlement définitif des barèmes des fonctionnaires de l'État, lui permettrait de faire concorder avec ceux-ci, la situation future des traitements des députés permanents et des greffiers provinciaux.

Il répondait de la sorte à un désir généralement exprimé au cours de l'examen de ses propositions premières dans les sections de la Chambre.

C'est donc par suite de ces circonstances que le projet soumis à la décision du Parlement est notablement différent du projet primitivement déposé.

\*  
\* \*

Vos délibérations auront à porter sur trois points que nous examinerons successivement.

L'augmentation du jeton de présence des Conseillers Provinciaux, qui font l'objet de l'article 1<sup>er</sup>.

Le traitement des députés permanents, que règle l'article 2.

Celui des greffiers provinciaux, solutionné par l'article 3.

\*  
\* \*

L'article 61 de la loi Provinciale, tel qu'il a été modifié par la loi du 24 juillet 1911 est ainsi conçu :

« Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement ; ils touchent un jeton de présence dont chacun des conseils provinciaux détermine le taux, qui ne pourra dépasser dix francs.

» Ceux qui sont domiciliés à un demi myriamètre au moins du lieu de la réunion, reçoivent en outre une indemnité de frais de route égale au prix du parcours du lieu de leur domicile au siège du conseil provincial, sur les lignes des chemins de fer de l'État et des Compagnies de transport.

» Les jetons de présence sont fixés par jour de présence constatée au registre tenu à cet effet.

» Ces frais sont à charge de la province ».

Les indemnités de frais de route étant naturellement augmentés d'une façon automatique par suite de l'accroissement du prix des transports de voyageurs, le projet très justement, ne prévoit que l'élévation du taux du maximum du jeton de présence prévu au § 1<sup>er</sup> de l'article précité.

Le Gouvernement nous propose de la fixer à vingt francs. Votre section centrale a été unanime pour la porter à trente francs. Elle pense que, dans la situation actuelle, cette majoration pour la perte de temps occasionnée est nécessaire en présence de la rémunération du travail telle qu'elle est reconnue et consacrée dans toutes les branches de l'activité sociale.

Ces jetons seront alloués aux conseillers par journée de présence, soit aux

séances publiques du Conseil, soit aux réunions des Commissions spéciales ou des sections.

\* \* \*

Le traitement des députés permanents est actuellement de 4,000 francs ; c'est la loi du 26 mars 1874 qui l'a fixé à ce taux. Il est à charge de l'État.

Les députations permanentes se réunissent une fois par semaine, par quinzaine même dans l'une des provinces où les difficultés de communication sont plus grandes.

La loi provinciale a voulu assurer l'assiduité à ces séances hebdomadaires en imposant la formation d'un fonds de présence au moyen de la moitié des traitements. Le Gouvernement, dans son présent projet — et la section centrale est pleinement d'accord avec lui — maintient cette stipulation.

Nul n'ignore qu'à côté du traitement fixe d'autres rémunérations sont accordées aux membres des députations qui parfois s'élèvent à des sommes très importantes. Nous mentionnerons, entre autres, les délégations données à certains membres dans l'administration du Crédit communal, des Sociétés Nationales des Chemins de fer Vicinaux, des distributions d'eau et bientôt des logements à bon marché. De plus les déplacements des députés pour les diverses missions leur confiées sont largement indemnisées.

Enfin, certaines provinces ont, sur les fonds provinciaux, donné des traitements supplémentaires à ces représentants du pouvoir provincial. C'était peut-être entrer là dans une voie dangereuse.

Nous reconnaissons qu'une amélioration de traitement s'impose cependant, en vertu des exigences actuelles de la vie chère.

Le Gouvernement avait proposé de porter à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919 à 6,500 francs l'indemnité annuelle versée par l'État. La section centrale s'était ralliée à ce chiffre.

Depuis lors, M. le Ministre de l'Intérieur nous a convié, en présence de nouvelles augmentations accordées au personnel des fonctionnaires, de l'élever à 8,400 francs, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1920.

Nous avons ratifié cette proposition et vous demandons de la voter, tout en nous permettant d'émettre le vœu que désormais les finances provinciales se modèrent dans l'octroi des suppléments. La dualité des sources en matière de traitements est toujours pernicieuse.

On ne doit point oublier — comme on l'a fait observer dans la plupart des sections — que les fonctions de député permanent sont loin d'absorber la grande partie du temps de leurs titulaires et qu'elles laissent à ceux-ci de larges loisirs pour traiter leurs affaires personnelles, en fait souvent très importantes.

Une indemnité de déplacement était fixée par la loi du 14 mars 1863 à 1,200 francs par province, pour les députés ne résidant pas au chef-lieu.

Elle est insuffisante ; d'accord avec le Gouvernement nous vous demandons de l'élever à 2,400 francs ; les frais de transport ont augmenté dans de telles proportions que cette majoration se justifie d'elle-même.

\*) \* \*

Le projet revise enfin les traitements des greffiers provinciaux. Sur ce point, les sections ont été unanimes à reconnaître que la situation de ces importants agents de l'autorité était nettement inférieure à ce qu'elle doit être équitablement.

Véritable fonctionnaire, le greffier provincial est le chef et l'âme de l'administration de la province. Il a la direction d'un personnel et de bureaux qui ont pris de nos jours une très grande extension. Sa responsabilité est considérable et son temps est entièrement absorbé par ses fonctions.

La plupart de nos greffiers sortent du cadre de l'administration dans laquelle ils ont généralement de longs états de service. Pour accepter leurs nouvelles fonctions, ils ont abandonné les avantages d'une nomination à vie. Leur situation n'a désormais point la stabilité des autres agents de l'administration. Ils sont nommés par le Roi, sur présentation de la députation permanente, pour un terme renouvelable de six années. (Art. 4 de la loi provinciale).

Il n'y a, pensons-nous, aucun exemple que cet article ait reçu sa stricte application et qu'un mandat de greffier n'ait point été renouvelé à son échéance. Néanmoins la chose est possible. Si la loi ne vient pas, comme le désir en a été exprimé dans votre section centrale, modifier une règle qui peut présenter des dangers au moment où le développement de nos institutions provinciales demande fixité de direction expérimentée, de très méritants fonctionnaires ayant abandonné des positions importantes pour se consacrer à la chose publique risquent de se trouver du jour au lendemain sans situation.

Toutes ces considérations démontrent que le traitement des greffiers provinciaux doit être amélioré.

La loi du 27 décembre 1872 l'a élevé à 7000 francs, celle du 30 décembre 1887 l'a porté de 8,000 à 9,000; enfin en 1912 il a été majoré de 9 à 10,000 francs.

Les Conseils provinciaux leur ont toutefois, récemment pour la plupart, octroyé des suppléments assez notables sur les fonds de la province.

La proposition primitive du Gouvernement élevait le traitement à un minimum de 12,700 francs avec deux augmentations de 700 francs, après cinq et dix années de fonctions.

Cette majoration sera applicable à la période correspondant au dernier trimestre de 1919. C'est à partir de cette date, en effet, que de sérieux avantages ont été alloués à tous les salariés de l'État.

De nouvelles améliorations ayant été depuis lors accordées au personnel, le Gouvernement nous propose de fixer les traitements des greffiers à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1920 au minimum de 14,900 francs en maintenant les deux augmentations successives de 700 francs.

Nous vous convions de ratifier ces deux propositions.

Un point doit cependant être élucidé. Le texte de l'article 3 du projet du Gouvernement destiné à modifier les §§ 6 et 7 de l'article 120 de la loi Provinciale pouvait prêter à confusion.

Il semblait faire dater de la jouissance du traitement nouveau, les deux

augmentations susindiquées. Il y aurait là une injustice à mettre sur le même pied que des titulaires comptant de très nombreuses années de bons services incontestés, des nouveaux venus dans la carrière depuis l'armistice. Telle n'était pas la pensée du Gouvernement dont le délégué a reconnu formellement, au cours des travaux de la Section centrale, que l'augmentation avait une portée rétroactive.

Pour éviter toute contestation à cet égard nous avons cru bon de proposer une nouvelle rédaction qui fait disparaître tous les doutes à cet égard.

Reste une dernière question que le Gouvernement a entendu résoudre par le dernier paragraphe de l'article 3 qu'il a considérablement étendu pour obvier à des inconvénients qui peuvent se manifester à l'avenir.

Le greffier provincial est, répétons-le, un fonctionnaire de l'Etat, appelé comme les autres à jouir des indemnités de résidence et familiale que l'Etat accorde à ses agents.

Dé plus, des mesures générales peuvent être prises pour opérer à l'avenir des relèvements de traitement.

Il importe de ne pas placer les greffiers provinciaux dans une situation inférieure à ces divers sujets et de nécessiter le vote d'une loi pour mettre à nouveau leur situation en rapport avec des décisions d'ordre général.

Le § 3 de l'article 3 permet de régler ces questions par arrêté royal.

\*  
\* \*

Votre Section centrale vous invite donc à voter le projet tel qu'il sort de ses délibérations et de ses entrevues avec le délégué du Gouvernement, et dans les termes où il est rédigé à la suite du présent rapport.

*Le Rapporteur,*

FERNAND GOLENVAUX.

*Le Président,*

A. MECHELYNCK.



Texte amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 61, § 1<sup>er</sup>, de la loi provinciale est remplacé par la disposition suivante :

Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement; ils touchent un jeton de présence dont chacun des conseils provinciaux détermine le taux qui ne pourra dépasser 30 francs.

ART. 2.

L'article 108 de la loi provinciale est remplacé par la disposition suivante :

Chaque membre de la députation jouit d'un traitement annuel de 6,500 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919 et à 8,400 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920, dont la moitié sera réservée pour former un fonds de présence, à partager tous les trois mois entre les membres, suivant le nombre de séances auxquelles ils ont assisté pendant le trimestre écoulé; à cet effet, il sera tenu un registre de présence. Le Président est spécialement chargé de veiller à l'exécution de cette disposition.

Une somme, qui ne pourra pas excéder 2,400 francs par province, servira à indemniser de leurs frais de route les membres qui ne résident pas au chef-lieu. (Loi du 14 mars 1863, art. 1<sup>er</sup>, § 2).

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 61, § 1, van de provinciale wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

De provinciale raadsleden ontvangen geen wedde; zij trekken een zitpenning, waarvan elke provinciale raad het bedrag vaststelt; dit bedrag mag niet 30 frank overschrijden.

ART. 2.

Artikel 108 van de provinciale wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

Elk lid van de deputatie geniet eene jaarwedde van 6,500 frank vanaf 1 October 1919 en van 8,400 frank vanaf 1 Januari 1920; de helft daarvan wordt voorbehouden tot oprichting van een aanwezigheidsfonds, hetwelk om de drie maanden dient te worden verdeeld onder de leden naar gelang van het aantal zittingen welke zij gedurende het verlopen kwartaal bijwoonden; daartoe wordt een aanwezigheidsregister gehouden. De Voorzitter is bijzonder gelast te zorgen voor de uitvoering dezer bepaling.

Eene som, welke niet 2,400 frank per provincie mag overschrijden, dient om de niet ter hoofdplaats verblijvende leden voor hunne reiskosten schadeloos te stellen. (Wet van 14 Maart 1863, art. 1, § 2.)

**ART. 3.**

Les alinéas 6 et 7 de l'article 120 de la loi provinciale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le traitement du greffier provincial est fixé à 12,700 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919 et à 14,900 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920. Une augmentation de 700 francs peut être accordée après 5 années de fonctions aux titulaires qui comptent 40 ans d'âge ; une nouvelle augmentation également de 700 francs peut leur être allouée, lorsqu'ils ont accompli pendant 10 ans au moins ces fonctions.

Un arrêté royal détermine les autres avantages : indemnité de résidence, indemnité familiale, dont le greffier provincial jouit à l'instar des autres fonctionnaires de l'État ; il alloue également à ce fonctionnaire les relèvements de traitement résultant pour lui de mesures générales qui seraient prises éventuellement en faveur du personnel de l'État.

**ART. 3.**

Lid 6 en lid 7 van artikel 120 der provinciale wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

De wedde van den provincialen griffier wordt bepaald op 12,700 frank vanaf 1 October 1919 en op 14,900 frank vanaf 1 Januari 1920. Eene verhooging van 700 frank kan na vijf jaren dienst worden verleend aan de griffiers die 40 jaar oud zijn; een nieuwe verhooging insgelijks van 700 frank kan hun toegekend worden, wanneer zij dit ambt gedurende ten minste 10 jaar hebben vervuld.

Een koninklijk besluit bepaalt de andere voordeelen : verblijfsvergoeding, gezinsvergoeding, welke de provinciale griffier geniet evenals de overige Staatsambtenaren ; het kent eveneens aan dien ambtenaar de weddeverhoogingen toe, welke voor hem voortvloeien uit algemeene maatregelen, bij voorkomend geval getroffen ten behoeve van de Staatsbedienden.

(8)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24. MAART 1920.

## Wetsontwerp

tot verhooging van de jaarwedden der leden van de Bestendige Deputatiën en der provinciale griffiers <sup>(1)</sup>.

### VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLENVAUX.

MIJNE HEEREN,

De provinciale inrichting is eene der zuilen van het gebouw onzer instellingen. Het komt dus niet vreemd voor, dat, onder de steeds meer ingewikkelde instellingen van onze politieke regeling, het bestuur onzer provinciën eene uitbreiding genomen heeft, welke de vroegere wetgever niet voorzien kon.

Het ware hoogst onrechtvaardig, met deze toeneming geen rekening te houden bij het toekennen van de billijke bezoldiging, welke toekomt aan de goede ingezetenen en toegewijde ambtenaren, die belast zijn met het bestuur van dezen belangrijken tak van 's lands inrichting.

Het aan uwe beraadslagingen voorgelegd ontwerp gaat uit van een gevoel van rechtvaardigheid; het komt ten gepasten tijde, nu men van hen, aan wie de bestuurlijke leiding onzer provinciën is opgedragen, meer werk en zelfopoffering vergt, nu de levensduurte van alwie zich aan 's lands zaken toewijdt, offers vergt, welke het onrechtvaardig zijn zou niet in billijke mate te erkennen.

De Afdeelingen van de Kamer waren eenstemmig van gevoelen dat de vergoedingen, verschuldigd aan de provinciale raadsleden, en de jaarwedden van de leden der Bestendige Deputatiën en van de provinciale griffiers merkkelijk verhoogd moesten worden.

\*  
\* \*

(1) Wetsontwerp, nr 43.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Golenvaux, Falony, Vandemeulebroucke, De Bruycker, De Bruyne en Verachtert.

Het wetsontwerp, op 13 Januari door de Regeering ingediend, verhoogde het bedrag van de zitpenningen en dit van de jaarwedde der Deputatieleden en griffiers in overeenstemming met de verhoogingen, welke noodig werden geacht om de ambtenaren van de verschillende takken van het bestuur behoorlijk te bezoldigen. Sedertdien werden deze laatste merkelyk verbeterd.

Bij de behandeling van het ontwerp in de Middenafdeeling verzocht de Minister van Binnenlandsche Zaken ons, het onderzoek der aan het oordeel der Kamer onderworpen voorstellen te staken totdat de bepaalde regeling van de loonroosters der ambtenaren van den Staat hem zou toelaten, den lateren toestand van de jaarwedden der Deputatieleden en der provinciale griffiers daarmee in overeenstemming te brengen.

Aldus beantwoordde hij aan eenen wensch, die algemeen werd uitgedrukt bij de behandeling van zijne eerste voorstellen in de Afdeelingen der Kamer.

Uit dien hoofde is het ontwerp, waarover het Parlement te beslissen heeft, merkelyk verschillend van het eerst ingediende ontwerp.

\* \*

Over drie punten, die wij achtereenvolgens zullen onderzoeken, dient gij te beraadslagen, namelijk :

De verhooging van den zitpenning der provinciale raadsleden, waarvan sprake is in het eerste artikel;

De wedde van de leden der Bestendige Deputatiën, welke geregeld wordt bij artikel 2;

Deze van de provinciale griffiers, vastgesteld door artikel 3.

\* \*

Artikel 61 van de provinciale wet, zooals het door de wet van 24 Juli 1911 werd gewijzigd, luidt als volgt :

« De provinciale raadsleden ontvangen geen wedde ; zij trekken een zitpenning waarvan elke provincie het bedrag vaststelt ; dit bedrag mag niet 10 frank overschrijden.

» Zij, wier woonplaats ten minste een halven myriameter verwijderd is van de plaats der vergadering, ontvangen bovendien eene vergoeding wegens reiskosten, welke evenveel bedraagt als de kosten der reis vanaf hunne woonplaats tot de zittingsplaats van den provincialen raad, op de lijnen der Staatsspoorwegen en der vervoermaatschappijen.

» De zitpenningen worden bepaald per aanwezigheidsdag, in het daartoe gehouden register vastgesteld.

» De kosten moeten door de provincie gedragen worden. »

Daar de vergoedingen wegens reiskosten automatisch verhoogden ten gevolge van de stijging der vervoerprijzen voor reizigers, voorziet het ontwerp zeer terecht slechts de verhooging van het maximumbedrag van den zitpenning, voorzien bij § 1 van voormeld artikel.

De Regeering stelt ons voor, het op twintig frank te bepalen. Uwe Middenafdeeling was eenparig om het te brengen tot op dertig frank. Zij oordeelt dat, in den huidige toestand, deze verhooging voor het tijdverlies, dat men ondergaat, noodig is, wanneer men de werkvergoeding in acht neemt, zooals deze aangenomen en gehuldigd wordt in al de takken der maatschappelijke bedrijvigheid.

Die zitpenningen zullen aan de provinciale raadsleden toegekend worden voor elken dag, waarop zij zullen aanwezig zijn hetzij op de openbare vergaderingen van den Raad, hetzij op de vergaderingen van de bijzondere commissiën of van de afdeelingen.

\* \* \*

De jaarwedde van de leden der Bestendige Deputatiën bedraagt thans 4,000 frank; het bedrag ervan werd bepaald door de wet van 26 Maart 1874. Zij is ten laste van den Staat.

De Bestendige Députatiën vergaderen eenmaal elke week, zelfs om de veertien dagen in eene der provinciën waar het verkeer moeilijker is.

De provinciale wet wilde het geregeld bijwonen van deze wekelijksche vergaderingen verzekeren door het oprichten van een aanwezigheidsfonds door middel van de helft der jaarwedden verplichtend te maken. De Regeering behoudt deze verplichting in haar aanhangig ontwerp en de Middenafdeeling is het volkomen met haar eens.

Iedereen weet dat, benevens hunne vaste wedde, aan de leden der Deputatie andere vergoedingen verleend worden, waarvan het bedrag soms zeer aanzienlijke sommen bereikt. Laten wij, zonder meer, wijzen op de opdrachten, aan sommige leden gegeven in het beheer van het Gemeentecrediet, van de Nationale Maatschappij van Buurtpoorwegen, van de waterleidingen en weldra van de goedkoope woningen. Daarenboven worden de reiskosten der Deputatieleden voor de hun opgedragen zendingen ruim vergoed.

Ten slotte, hebben sommige provinciën, uit de provinciale kas, aanvullende jaarwedden verleend aan die vertegenwoordigers van de provinciale macht. Zóó ging men wellicht een gevaarlijken weg op.

Wij geven toe dat nochtans de wedde dient te worden verbeterd ten aanzien van de huidige eischen der levensduurte.

De Regeering stelde voor, de jaarlijksche, door den Staat gestorte vergoeding vast te stellen op 6,500 frank vanaf 1 October 1919. De Middenafdeeling heeft dit cijfer aangenomen.

Sedertdien verzocht de Minister van Binnenlandsche Zaken ons, ten aanzien van de nieuwe verhoogingen, die aan de ambtenaren verleend werden, ze vast te stellen op 8,400 frank vanaf 1 Januari 1920.

Wij hebben dat voorstel goedgekeurd en verzoeken u het aan te nemen; tevens zijn wij zoo vrij, den wensch uit te drukken, dat met de provinciale financiën omzichtiger zou gehandeld worden bij het verleenen van bijweden. In zake wedden is het altijd verderfelijk, van twee zijden te trekken.

Men mag volstrekt niet vergeten — in meest al de Afdeelingen werd daarop gewezen — dat het ambt van Deputatielid op verre na niet al den

tijd van de leden in beslag neemt en dezen ruimschoots vrijlaat om hunne persoonlijke zaken, welke vaak zeer aanzienlijk zijn, te behartigen.

Door de wet van 14 Maart 1863 werd eene reisvergoeding van 1,200 frank per provincie bepaald voor de Deputatielieden, die niet ter hoofdplaats verbleven.

Die vergoeding is ontoereikend; in onderling overleg met de Regeering vragen wij, ze tot 2,400 frank te verhoogen; de vervoerkosten zijn dermate gestegen dat deze verhooging niet dient te worden gewettigd.

\*  
\* \*  
\*

Het ontwerp wijzigt, ten slotte, de jaarwedden van de provinciale griffiers. Hieromtrent waren al de Afdeelingen het eens om te erkennen dat de toestand van deze gewichtige aangestelden der overheid volstrekt beneden het behoorlijk peil stond.

De provinciale griffier, echte ambtenaar, is het hoofd en de ziel van het bestuur der provincie. Hij is belast met de leiding van een personeel en van kantoren die thans eene zeer groote uitbreiding genomen hebben. Zijne verantwoordelijkheid is aanzienlijk en zijn tijd is volkomen ingenomen door zijne ambtsbezigheden.

Meest al onze griffiers treden uit het bestuur, waarin zij over het algemeen talrijke jaren dienst tellen. Om hunne nieuwe bediening te aanvaarden, hebben zij afgezien van de voordeelen van eene benoeming voor het leven. Hun toestand is bijgevolg niet zoo vast meer als deze van de overige bedienden van het bestuur. Zij worden benoemd door den Koning, op voordracht van de bestendige deputatie, voor een hernieuwbaren termijn van zes jaar. (Artikel 4 van de provinciale wet.)

Wij meenen niet dat het reeds voorgekomen is dat dit artikel letterlijk toegepast werd en dat een mandaat van griffier niet vernieuwd werd bij het vervallen daarvan. De zaak is nochtans mogelijk. Indien de wet niet tusschenbeide komt, zooals de wensch in uwe Middenafdeeling werd uitgedrukt, om een regel te wijzigen, die gevaren opleveren kan, nu de uitbreiding van onze provinciale instellingen vaste ervaren leiding vergt, zijn zeer verdienstelijke ambtenaren, die van belangrijke betrekkingen hebben afgezien om zich aan 's lands bestuur te wijden, er aan blootgesteld, plotseling zonder betrekking te vallen.

Uit al deze beschouwingen blijkt, dat de jaarwedde van de provinciale griffiers moet verbeterd worden.

De wet van 27 December 1872 bracht ze tot op 7,000 frank, die van 30 December 1887 van 8,000 tot op 9,000; eindelijk werd zij in 1912 van 9,000 tot 10,000 frank verhoogd.

De provinciale raden hebben hun nochtans, meest alle onlangs, tamelijk hooge bijwedden verleend uit de kas van de provincie.

Het eerste voorstel van de Regeering verhoogde de jaarwedde tot een minimum van 12,700 frank met twee verhoogen van 700 frank, na vijf en tien jaren dienst.

Deze verhooging zal gelden voor het tijdperk, dat overeenstemt met het laatste kwartaal van 1919. Van dezen datum af werden inderdaad gewichtige voordeelen verleend aan al de bezoligden van den Staat.

Daar sindsdien nieuwe verbeteringen aan het personeel werden toegekend, stelt de Regeering ons voor, de jaarwedden der griffiers vanaf 1 Januari 1920 te brengen op het minimum van 14.900 frank met behoud van de twee achtereenvolgende verhoogingen van 700 frank.

Wij verzoeken u, deze twee voorstellen aan te nemen.

Een punt dient nochtans verklaard te worden. De tekst van artikel 3 van het ontwerp der Regeering tot wijziging van §§ 6 en 7 van artikel 120 der provinciale wet kan tot verwarring leiden.

Die tekst scheen de twee hooger vermelde verhoogingen te doen ingaan vanaf den dag, waarop de nieuwe jaarwedde wordt toegekend. Het ware onrechtvaardig, nieuwe, sedert den wapenstilstand eerst in dienst getreden ambtenaren op gelijken voet te stellen met ambtenaren die reeds zeer talrijke jaren goede en onbetwistbare diensten tellen. Dat was niet de bedoeling van de Regeering: hare afgevaardigde heeft, tijdens de werkzaamheden van de Middenafdeeling, stellig verklaard dat de verhooging terugwerkende kracht had.

Om elke betwisting hieromtrent te vermijden, hebben wij het nuttig geacht eenen nieuwen tekst voor te stellen, die elken twijfel op dit gebied wegneemt.

Er is een laatste vraagstuk, dat de Regeering heeft willen oplossen door de slotparagraaf van artikel 3, welke zij aanzienlijk heeft uitgebreid tot voorkoming van de bezwaren, die in de toekomst kunnen oprijzen.

De provinciale griffier is, wij herhalen het, een ambtenaar van den Staat, die, evenals de overige, aanspraak heeft op de verblijf- en gezinsvergoedingen, welke de Staat aan zijne bedienden verleent.

Daarenboven kunnen algemeene maatregelen getroffen worden om in de toekomst weddeverhoogingen toe te staan.

Het past niet dat men hieromtrent de provinciale griffiers in een minderen toestand plaatse en dat het invoeren van eene nieuwe wet noodig zij om hunnen toestand opnieuw in overeenstemming te brengen met beslissingen van algemeenen aard.

§ 3 van artikel 3 laat toe, deze vraagstukken bij koninklijk besluit te regelen.

\*  
\* \* \*

Uwe Middenafdeeling verzoekt u dus, het ontwerp aan te nemen zooals het werd vastgesteld na eigen beraadslagingen en na overleg met den afgevaardigde der Regeering; zij verzoekt u het aan te nemen, zooals de hierna volgende tekst luidt.

*De Verslaggever,*

FERNAND GOLENTAUX.

*De Voorzitter,*

A. MECHELYNCK.

Texte amendé par la Section centrale.

#### ARTICLE PREMIER.

L'article 61, § 1<sup>er</sup>, de la loi provinciale est remplacé par la disposition suivante :

Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement; ils touchent un jeton de présence dont chacun des conseils provinciaux détermine le taux qui ne pourra dépasser 30 francs.

#### ART. 2.

L'article 103 de la loi provinciale est remplacé par la disposition suivante :

Chaque membre de la députation jouit d'un traitement annuel de 6,500 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919 et à 8,400 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920, dont la moitié sera réservée pour former un fonds de présence, à partager tous les trois mois entre les membres, suivant le nombre de séances auxquelles ils ont assisté pendant le trimestre écoulé; à cet effet, il sera tenu un registre de présence. Le Président est spécialement chargé de veiller à l'exécution de cette disposition.

Une somme, qui ne pourra pas excéder 2,400 francs par province, servira à indemniser de leurs frais de route les membres qui ne résident pas au chef-lieu. (Loi du 14 mars 1863, art. 1<sup>er</sup>, § 2).

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling

#### EERSTE ARTIKEL.

Artikel 61, § 1, van de provinciale wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

De provinciale raadsleden ontvangen geen wedde; zij trekken een zitpenning, waarvan elke provinciale raad het bedrag vaststelt; dit bedrag mag niet 30 frank overschrijden.

#### ART. 2.

Artikel 103 van de provinciale wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

Elk lid van de deputatie geniet eene jaarwedde van 6,500 frank vanaf 1 October 1919 en van 8,400 frank vanaf 1 Januari 1920; de helft daarvan wordt voorbehouden tot oprichting van een aanwezigheidsfonds, hetwelk om de drie maanden dient te worden verdeeld onder de leden naar gelang van het aantal zittingen welke zij gedurende het verlopen kwartaal bijwoonden; daartoe wordt een aanwezigheidsregister gehouden. De Voorzitter is bijzonder gelast te zorgen voor de uitvoering dezer bepaling.

Eene som, welke niet 2,400 frank per provincie mag overschrijden, dient om de niet ter hoofdplaats verblijvende leden voor hunne reiskosten schadeloos te stellen. (Wet van 14 Maart 1863, art. 1, § 2.)

## ART. 3.

Les alinéas 6 et 7 de l'article 120 de la loi provinciale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le traitement du greffier provincial est fixé à 12,700 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919 et à 14,900 francs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920. Une augmentation de 700 francs peut être accordée après 5 années de fonctions aux titulaires qui comptent 40 ans d'âge ; une nouvelle augmentation également de 700 francs peut leur être allouée, lorsqu'ils ont accompli pendant 10 ans au moins ces fonctions.

Un arrêté royal détermine les autres avantages : indemnité de résidence, indemnité familiale, dont le greffier provincial jouit à l'instar des autres fonctionnaires de l'État ; il alloue également à ce fonctionnaire les relèvements de traitement résultant pour lui de mesures générales qui seraient prises éventuellement en faveur du personnel de l'État.

## ART. 3.

Lid 6 en lid 7 van artikel 120 der provinciale wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

De wedde van den provincialen griffier wordt bepaald op 12,700 frank vanaf 1 October 1919 en op 14,900 frank vanaf 1 Januari 1920. Eene verhooving van 700 frank kan na vijf jaren dienst worden verleend aan de griffiers die 40 jaar oud zijn; een nieuwe verhooving insgelijks van 700 frank kan hun toegekend worden, wanneer zij dit ambt gedurende ten minste 10 jaar hebben vervuld.

Een koninklijk besluit bepaalt de andere voordeelen : verblijfsvergoeding, gezinsvergoeding, welke de provinciale griffier geniet evenals de overige Staatsambtenaren ; het kent eveneens aan dien ambtenaar de weddeverhoovingen toe, welke voor hem voortvloeien uit algemeene maatregelen, bij voorkomend geval getroffen ten behoeve van de Staatsbedienden.